

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 75

p.a.f. 0,60 € - octobre 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

A bas l'impérialisme et ses guerres !

Dans ce numéro:

*Surenchère guerrière entre les Etats-Unis et la Corée du Nord :
la vraie menace c'est l'impérialisme !*

Grève chez Volvo Cars Gand

Les migrants, nos frères de classe

Birmanie : répression féroce contre les Rohingyas

Catalogne: deux camps étrangers aux intérêts des travailleurs

Après l'annonce de l'organisation d'un nouveau référendum d'autodétermination en Catalogne, le gouvernement espagnol a décidé d'employer la manière forte et l'intimidation pour empêcher la tenue de ce vote, multipliant les perquisitions, les arrestations et saisissant dix millions de bulletins déjà imprimés. Cela a eu comme effet de faire descendre dans la rue le camp indépendantiste qui, pour sa part, compte profiter de ces provocations pour souder la population derrière lui.

Les intérêts des travailleurs sont étrangers aux deux camps qui s'affrontent. Leur salut ne dépend pas des frontières ou de leur carte d'identité, mais de leur capacité à ôter le pouvoir à la bourgeoisie, qu'elle soit catalane ou espagnole.

Diesel: mensonges et crimes organisés

Une revue scientifique vient de conclure qu'en raison de la pollution de l'air qu'elles entraînent, les émissions de particules fines des véhicules diesel dits légers seraient responsables de la mort de 10 000 personnes chaque année. Et la moitié aurait pu être évitée si les constructeurs avaient respecté les normes en vigueur, pourtant peu contraignantes, au lieu de trafiquer leurs moteurs.

Cela en dit long sur le caractère irresponsable des dirigeants capitalistes qui ne reculent devant rien pour débrider leurs profits, comme sur l'opacité qu'ils font régner.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Fête
Lutte
Ouvrière

Espace Concorde Consinerie
Villeneuve d'Ascq

Samedi 8 octobre 2016
de 15h à minuit

Contact : 03 20 56 42 41 e-mail : contact@lutte-ouvriere-nord.org

Faire entendre
le camp des travailleurs

Nathalie Arthaud

Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention
à contact@lutte-ouvriere.be,
ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

La vraie menace, c'est l'impérialisme !

Lors de son discours devant l'assemblée générale de l'ONU, Charles Michel s'est essayé au rôle d'apôtre de la paix et de l'amour entre les peuples, allant même jusqu'à citer Gandhi.

Mais la non-violence de Gandhi n'a pas empêché l'empire britannique d'affamer et de massacrer des millions d'Indiens. De même, ce pacifisme verbal n'empêche pas la Belgique d'augmenter son budget militaire comme le lui demande son allié américain. Et les 34 nouveaux avions de chasse dont elle se dote sont destinés à participer aux bombardements actuels et à venir décidés par le gouvernement des États-Unis.

Après Ben Laden, après l'Irak et ses « armes de destruction massive », après l'État islamique, c'est maintenant au tour de Kim Jong-un, et ses essais nucléaires, d'être désigné au rôle du méchant qui menace l'humanité.

Certes, cette dictature nord-coréenne n'a rien pour plaire – et certainement rien à voir avec le communisme – mais des dictateurs, il y en a bien d'autres avec lesquels les gouvernements américain et belge collaborent. La véritable menace n'est pas là où on veut nous le faire croire.

La dictature nord-coréenne est le résultat direct de l'embargo que le gouvernement des États-Unis impose à ce pays depuis 1953. Quand Trump accuse Kim Jong-un d'affamer son peuple, le cynisme est à son comble. Et pour ce qui est de la menace nucléaire, jusqu'à présent, la seule qui a utilisé des armes nucléaires, c'est l'armée des États-Unis.

Pour Kim Jong-un, les essais nucléaires constituent bien plus une monnaie d'échange dans les négociations avec les USA qu'une préparation à une offensive. Dans une attaque contre un de ses voisins, voire contre les États-Unis, la dictature Nord-Coréenne aurait tout à perdre.

La guerre n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant et derrière la surenchère guerrière verbale entre Trump et Kim Jong-un, les rapports diplomatiques continuent dans l'ombre. Mais en faisant de la surenchère avec la Corée du Nord, les dirigeants des États-Unis veulent faire pression indirectement sur leurs alliés dans la région.

Il s'agit de justifier le maintien de bases militaires américaines au Japon ou encore d'imposer la construction d'un bouclier antimissile en Corée du

Sud et d'en faire porter le coût à la population de ce pays. Il s'agit de faire pression sur la Chine qui revendique le contrôle d'une partie de la mer et de routes maritimes actuellement sous le contrôle du Japon. En un mot, il s'agit de maintenir la domination des États-Unis sur la région. Il s'agit aussi de justifier aux yeux de la population américaine les budgets militaires monstrueux qui sont autant de cadeaux à l'industrie d'armement des États-Unis.

Ainsi, tandis que le ton guerrier de Trump permet à Kim Jong-Un de maintenir les Nord-Coréens sous le joug de la dictature sous prétexte de menaces extérieures, les provocations de Kim Jong-un servent le jeu de l'impérialisme américain. Et c'est bien de ce côté que se trouve la vraie menace.

Oui, les tensions augmentent. Elles augmentent dans le contexte de la crise économique qui s'aggrave et qui exacerbe les rivalités entre les grands groupes capitalistes. Ainsi, la Corée du Sud est certes un allié des États-Unis, au point qu'on n'entend jamais critiquer le régime militaire très répressif de ce pays, mais un groupe coréen comme Samsung est aussi un rival du groupe américain Apple. Et certes, la Chine est un immense atelier à la main-d'œuvre bon marché pour toutes les grandes entreprises occidentales, mais les gouvernements américain et européens tentent de freiner les visées expansionnistes de la Chine.

Le système capitaliste, où une minorité de milliardaires à la tête des grandes entreprises et des banques imposent leur domination au monde entier, ne peut se maintenir que par la force des armes. Dans cette économie absurde basée sur la concurrence et la recherche du profit à tout prix, la guerre commerciale peut à tout moment se transformer en guerre tout court. Ce système a déjà engendré deux guerres mondiales. La dernière, conséquence de la grande crise de 1929, s'est terminée par les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.

Dans l'aggravation à venir de la crise capitaliste, les apôtres de la paix à la Charles Michel se transformeront en lieutenants de la guerre impérialiste. Pour que l'humanité connaisse la paix, il faut la débarrasser du capitalisme qui « porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage », comme disait le socialiste Jean Jaurès assassiné à la veille de la première guerre mondiale.

Volkswagen Slovaquie : grève victorieuse pour les salaires

Suite à la grève de six jours fin juin, les travailleurs de Volkswagen Bratislava ont obtenu une augmentation de salaire de 13,5 % étalée sur deux ans et une prime immédiate de 500 €.

La direction avait menacé les travailleurs : avec l'augmentation des salaires de 16 % réclamés, ils deviendraient trop chers et perdraient leurs emplois ! Mais les travailleurs ne se sont pas laissés impressionner et ont mené leur grève avec détermination.

Maintenant c'est au tour des constructeurs d'automobiles d'être inquiets. Car la grève a reçu beaucoup de sympathie et de soutien dans la population. L'idée de faire grève a gagné d'autres entreprises, comme PSA à Trnava. La direction de Kia a pris les devants en cédant une augmentation de 8,8 %. En Tchéquie voisine, l'exemple pourrait également faire tache d'huile.

Par leur grève, les travailleurs n'ont pas seulement obtenu une augmentation de salaire, ils ont aussi fait la démonstration que les travailleurs peuvent être une force capable de faire reculer un patron.



La force des travailleurs, c'est la grève!

Un exploiteur en zone de turbulence

Ryanair a dû annuler des centaines de vols. La raison : les pilotes quittent l'entreprise pour trouver des meilleures conditions ailleurs, et ceux qui sont encore là refusent de renoncer à leurs congés.

Les salaires et les conditions de travail dignes du 19e siècle ont fait décoller les résultats de Ryanair qui ont plus que doublé



entre 2011 et 2015. Mais les pilotes des avions du 21e siècle ne veulent plus décoller et ils ont bien raison !

20 nouvelles destinations, mais pas de temps pour un congé maladie...

McGrève

En Grande-Bretagne, McDonald's fait face à la première grève de son existence dans ce pays. Le 4 septembre, 40 travailleurs de deux filiales à Cambridge et à Crayford se sont déclarés en grève. Ils réclament un salaire minimum de 11 € (5,20 € actuellement pour les jeunes de moins de 21 ans, 8,33 € pour les autres). Ils dénoncent les conditions de travail et le harcèlement généralisé. Mais surtout, ils protestent contre les contrats « zéro heure ». Ce type de contrat est le jumeau des « flexijobs » du gouvernement Michel, et ne garantit pas des heures de travail aux travailleurs qui doivent pourtant se tenir disponibles à tout moment.

Il faut espérer que cette action encore minoritaire en entraînera d'autres et deviendra une grosse boulette indigeste pour McDonald's.

Un début

Le 30 août, une partie des 3400 travailleurs de l'usine Autoeuropa, une filiale de Volkswagen au Portugal, a fait grève pendant 24 heures pour protester contre le travail du samedi obligatoire que la direction veut leur imposer.

C'est une première depuis l'ouverture de l'usine en 1995.

La direction laisse sous-entendre que la production d'un nouveau modèle et l'embauche supplémentaire serait menacée. Le gouvernement portugais parle d'un « très mauvais signal » pour l'économie portugaise. Mais jusqu'où les travailleurs peuvent supporter les reculs incessants ? Pour les travailleurs au Portugal, durablement touchés par la crise, la coupe commence à être pleine.

Inhumain, aussi pour les humains

L'Organisation Animal Rights Watch a publié une nouvelle série d'images montrant des animaux maltraités, voire torturés, cette fois dans l'abattoir d'Izegem. Ces images choquantes témoignent d'une déshumanisation insoutenable dont sont victimes les animaux, les consommateurs, mais aussi et avant tous les travailleurs employés dans les abattoirs ! Devoir tuer à la chaîne, de plus en plus vite, pour toujours plus de profits, voilà ce qui est à vomir !

Volvo Cars à Gand : 4 jours de grève

Les plans de Volvo Cars Gand d'intensifier la charge de travail à l'arrivée d'un nouveau modèle ont provoqué une grève de quatre jours, la première depuis 30 ans dans cette usine de 5 000 travailleurs.

La direction veut mettre fin aux contrats de 250 travailleurs intérimaires, faire régulièrement travailler le samedi, rendre le travail supplémentaire obligatoire et accélérer la vitesse de la chaîne.

Lundi 11 septembre, des travailleurs de l'équipe du matin ont débrayé. Leur action a fait tache d'huile sur toute la ligne de montage où travaillent environ 800 travailleurs par équipe. L'équipe de l'après-midi et celle de la nuit ont suivi.

Ce n'est qu'à la fin du deuxième jour de grève que les syndicats, voyant la détermination des travailleurs, ont appuyé la grève, ou plutôt ont fait semblant de la soutenir.

Les directions syndicales n'ont rien trouvé de mieux que d'organiser un référendum pour ou contre le préaccord qu'ils avaient discuté avec la direction dans le dos des ouvriers en grève. La réponse devait décider de la poursuite ou non de la grève.

Seuls les grévistes auraient dû voter pour savoir s'ils voulaient ou non continuer. Mais bien sûr, tous

les salariés de l'usine ont été appelés à voter, aussi les non-grévistes, et les syndicats ont mis en avant comme d'habitude de soi-disant « règles de la concertation sociale » qui n'ont rien de légaux, mais prescrivent qu'une majorité des deux tiers doit voter la grève pour qu'elle soit défendue par ces appareils qui défendent plus les intérêts des patrons que ceux des ouvriers.

Comme « seulement » 57 % ont voté contre l'accord, et non 66 %, cette grève pourtant largement suivie chez les ouvriers, fut déclarée terminée par les syndicats et les travailleurs de l'équipe du vendredi matin ont été prévenus par SMS, en pleine nuit, pour reprendre le travail!

Pourtant, la direction commençait à reculer. Dans l'accord, elle promet de prolonger les contrats de 150 intérimaires, de payer une

prime de 25 € pour les trois samedis travaillés et d'accélérer le rythme de la chaîne plus progressivement.

Ce n'est bien sûr pas ce que voulaient les travailleurs et il n'est pas étonnant que l'équipe du vendredi matin ait été très clairsemée.

Les travailleurs ont montré leur combativité et peuvent en être fiers. Ceux qui ont eu le courage de faire grève malgré les chantages de la direction ont bien raison. Et cela même s'ils étaient en minorité, car ils défendent les intérêts communs de tous les travailleurs.

Les grévistes n'ont pas dit leur dernier mot. Si les travailleurs ne veulent pas devenir esclaves du profit patronal, ils n'ont pas d'autre choix que de lutter... et de s'organiser pour pouvoir décider de leurs grèves, même contre l'avis de la bureaucratie syndicale.



A propos de la grève du 10 octobre...

Alors que le gouvernement Michel s'apprête à poursuivre ses attaques contre les travailleurs, la CGSP appelle à la grève pour le 10 octobre à la SNCB, Bpost, Proximus ainsi que dans les administrations fédérales et régionales. La CSC et les autres centrales de la FGTB refusent pour l'instant de se joindre au mouvement.

On devait s'y attendre, les ministres du gouvernement Michel accusent la CGSP-Cheminots de prendre les navetteurs en otage pour des motifs politiques, c'est-à-dire aider le PS en difficulté.

C'est un fait que ces mouvements sont décidés d'en

haut par des chefs syndicaux qui, pour beaucoup, sont au PS (ou au sp.a) depuis toujours. Mais les motifs de mécontentement des travailleurs du public ne manquent pas.

Partout, ils sont confrontés à une augmentation de leur charge de travail et ils craignent pour leur avenir, exactement comme les travailleurs du secteur privé. Alors, les travailleurs ont tout intérêt de s'emparer de l'occasion de cet appel à la grève pour en faire une étape dans la préparation de la lutte d'ensemble capable de faire reculer gouvernement et patronat !

Les assistés ne sont pas ceux qu'on croit

D'après les calculs du Bureau fédéral du Plan, le montant des subventions distribuées en 2016 aux entreprises en Belgique s'élève à près de 14 milliards d'euros ! C'est presque autant que les impôts payés par l'ensemble des sociétés actives en Belgique.

On nous parle à longueur de journée du courage des entrepreneurs, de leur sens des responsabilités, de leur importance pour la société, tandis que les travailleurs sont des fraudeurs, des gens qui coûtent trop cher.

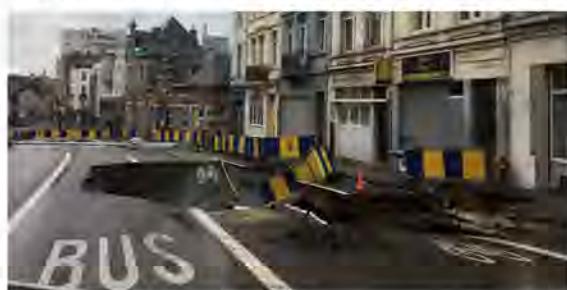
C'est le contraire qui est vrai : les assistés qui coûtent chers, ce sont les actionnaires et les patrons ! Les travailleurs, eux, sont ceux qui produisent toutes les richesses !

Paradis fiscal dans le brouillard

La Banque Nationale de Belgique estime la rentrée fiscale par la taxe Caïman à 40 millions d'euros pour 2016. Ce n'est même pas un dixième des 450 millions d'euros annoncés par le gouvernement. Et même ces 450 millions d'euros n'auraient représenté qu'une fraction des 20 à 30 milliards d'euros qui s'évadent chaque année.

Et pour bien cacher cette misère de taxe, les tableaux budgétaires ne prévoient aucune ligne distincte pour renseigner les rentrées de la taxe Caïman et où on pourrait vérifier la véracité des annonces gouvernementales.

Entre les effets d'annonce et la réalité, il y a un gouffre... dans lequel disparaissent nos pensions, nos soins de santé, nos transports publics, etc. Pour mettre de l'ordre, les travailleurs doivent y mettre leur nez !



Des p'tits trous, des p'tits trous...

En janvier, un effondrement de la chaussée, rue de la Loi à Bruxelles, a englouti deux voitures dans un trou de 4 mètres de profondeur.

En août, un trou s'est ouvert devant la gare centrale.

Et, en ce début de septembre, un grand trou s'est ouvert chaussée de Louvain. Cette rupture d'une conduite d'eau vieille de 100 ans a entraîné une inondation du rail et l'interruption du trafic ferroviaire. 100 Personnes ont dû être évacuées de leurs logements.

Au bout de décennies d'austérité, il y a l'effondrement... Et pas seulement des chaussées !

Les masques tombent

Inviter des représentants de l'État soudanais à identifier les ressortissants soudanais parmi les réfugiés dans les centres fermés de Belgique pour mieux les « rapatrier » vers l'enfer où ils sont nés, c'est comme les livrer au bourreau qu'ils essayent de fuir.

Voilà ce que fait Théo Franken, approuvé et soutenu en cela par tout le gouvernement.

Un pays qui enferme des êtres humains et même des enfants pour le seul crime de chercher une vie meilleure, et une dictature qui maintient par la force sa population dans des conditions de vie indignes collaborent ? Oui, ils sont deux chaînons du même système inhumain qu'est le capitalisme !



Visa gold

La révélation par un journal britannique des noms des milliardaires à qui Chypre vend des passeports européens remet sur le devant de la scène ce commerce. En échange d'un investissement de 2 millions d'euros, les demandeurs peuvent circuler dans toute l'Europe légalement sans autre formalité !

Alors que des dizaines de milliers d'hommes et de femmes risquent leur vie en espérant s'installer en Europe, d'autres n'ont pas besoin de travailler, d'habiter sur place ou de parler la langue : il leur suffit d'être fortunés.

Bien sûr, les fortunes d'une partie des milliardaires sur cette liste ont des origines peu avouables. Mais qu'importe ! Au vu de leur porte-monnaie, ces bandits de grand chemin sont les bienvenus.

Ministre de la santé... ou du flottage ?

Maggie De Block veut pouvoir contrôler les médecins qui prescrivent plus d'attestations d'incapacité de travail que d'autres. À ses yeux, ces médecins sont d'office des complices de fraude.

Et si ces médecins étaient juste d'avis qu'avec un rhume ou une dépression on fait mieux de se reposer ? Après tout, leur tâche est de préserver la santé du patient.

Mais pour Maggie De Block et ses acolytes au gouvernement, la seule santé qui compte, est celle des profits des patrons.

Nos frères en humanité, nos frères de classe

Depuis des mois, des centaines de migrants campent au bord de la Gare du Nord et au parc Maximilien. Ils y dorment à même le sol, sans installations sanitaires, dans des conditions inhumaines. Seuls quelques bénévoles leur procurent le strict nécessaire: des tartines, une soupe, des couvertures et sacs de couchage.

De la part du gouvernement, ces migrants, dont certains sont encore des adolescents, ne reçoivent que des humiliations, voire des coups. La police les harcèle, et la semaine dernière, plusieurs descentes policières d'envergure ont été organisées pour les chasser. Des dizaines ont été arrêtés, ce qui signifie pour eux d'être renvoyés, de reprendre les chemins de l'exil et de risquer à nouveau leur vie.

Le gouvernement répète depuis des mois qu'il va tout faire pour éviter l'installation d'un camp « sauvage » comme à Calais, soulignant le risque sanitaire, des cas de tuberculose et de gale ayant en effet été constatés. Quelle hypocrisie ! Il suffirait d'accueillir les migrants dignement et de leur procurer un logement sain. Ce ne sont pas les moyens qui manquent à ce gouvernement qui envisage l'achat de nouveaux avions de chasse au prix de 100 à 150 millions de dollars pièce.

Mais d'après la logique de Francken, Jambon et consorts, accueillir les migrants dignement en attirerait d'autres et agraverait la crise. Mensonge !

Accueillis ou non, les migrants arriveront, parce que rester au Soudan où 12 millions de personnes sont en train de mourir de faim, n'est pas une option. Autant partir et tenter d'immigrer, même si certains y laissent leur peau. Rester en Érythrée où règne une des dictatures les plus sanglantes du monde ? Rester au Moyen-Orient à feu et à sang ? Croire que l'Europe peut rester un îlot de tranquillité prospère dans un océan de misère, est une illusion. La réalité, elle, prend de jour en jour des formes plus sanglantes.

Oh, le gouvernement n'agit pas par racisme. Les pauvres d'ici sont traités de la même façon, et pas seulement par la N.V.A. Les mendians sont chassés des centres-villes, à Anvers comme à Charleroi. Et quand, demain, des vieux vendront de pauvres babioles dans les gares, parce que leur pension ne permet plus de vivre, on peut être sûr qu'ils ne seront pas mieux traités !

Déjà, ces ministres ne trouvent-ils pas qu'un chômeur qui n'est pas prêt à faire des kilomètres, voire à déménager pour trouver du travail, mérite d'être sanctionné ?! Chercher du travail à tout prix, c'est pourtant exactement ce que font les migrants. Car, comme nous, ils font partie des travailleurs qui ont besoin de louer leurs bras ou leur tête contre un salaire pour vivre.

La démagogie des dirigeants capitalistes vise à faire en sorte

que les victimes de leur système inhumain s'en prennent à d'autres victimes, plutôt qu'aux responsables de cette société aberrante.

Oui, les travailleurs d'ici et les migrants de là-bas sont dans le même camp. Ce sont nos frères, nos camarades de classe et de lutte ! En bravant tous les obstacles, en traversant des mers et en surmontant les barbelés, à la recherche d'un avenir, ils refusent le sort que cet « ordre » capitaliste mondial leur réserve. Cet ordre dans lequel une petite minorité s'enrichit démesurément sur le dos de la grande majorité de l'humanité. Cet ordre que les gouvernements des pays riches veulent maintenir à tout prix par la force militaire et le maintien de dictatures... et s'il le faut en mitraillant et bombardant avec des avions de chasse coûtant des centaines de millions.

Quand nous refuserons nous aussi de nous laisser réduire aux contrats précaires et aux pensions et salaires de misère, nous serons face à la même police.

Alors, ne nous laissons pas diviser. Ensemble, nous sommes la classe ouvrière capable de faire reculer patronat et gouvernement et même d'en finir avec ce système inhumain.

Alors, liberté de circulation et d'installation pour les migrants ! Les riches peuvent circuler et s'installer partout, les pauvres doivent pouvoir le faire aussi !

Birmanie : répression féroce contre les Rohingyas

Depuis la fin du mois d'août, l'armée birmane a lancé une offensive de grande ampleur contre les populations Rohingya concentrées dans l'ouest du pays. Comptant plus d'un million de membres, cette minorité est déjà mise à l'écart de façon permanente : elle a perdu la nationalité birmane depuis 1982, n'a accès ni aux emplois ni aux écoles ni aux soins.

De confession musulmane, dans un pays où des courants bouddhistes intégristes occupent de plus en plus de place, la minorité Rohingya subit un nouvel assaut de violence de la part de l'armée. Ayant pris prétexte de l'attaque organisée contre des postes de police le 25 août dernier, l'armée se déchaîne à nouveau contre

les populations civiles : villages incendiés, femmes violées, assassins de sang-froid devant les proches. La population en est réduite à fuir massivement. L'ONU estime que plus de 120 000 Rohingya auraient récemment franchi la frontière du Bangladesh voisin, malgré la résistance des gardes-frontières. Ils y retrouvent plus de 400 000 des leurs, souvent eux-mêmes dans la misère, qui s'y sont déjà réfugiés pour fuir les vagues successives de persécution. L'inquiétude est grande aussi pour d'autres membres de cette minorité coincés à la frontière, ou encore pour ceux qui vivent déjà depuis des années dans des camps de réfugiés du côté birman. Le Programme alimentaire mondial, accusé par le

gouvernement en place d'aider les rebelles en distribuant des rations alimentaires à la population, a annoncé l'arrêt de ses activités humanitaires concernant 250 000 bénéficiaires dans cette partie de la Birmanie.

Face à cette nouvelle vague de persécution menée par l'armée, le gouvernement civil n'exprime aucune critique et s'inscrit totalement dans la continuité de la politique que menait auparavant la junte militaire. Celle qui était présentée comme une héroïne des droits de l'homme, prix Nobel de la paix en 1991, devenue de fait la principale dirigeante du gouvernement, Aung San SuuKyi, a refusé, comme elle l'avait déjà fait dans le passé, de condamner les agissements

des militaires. Elle a même dénoncé comme des exagérations leur qualification de nettoyage ethnique par l'ONU et refusé l'envoi d'une commission d'enquête. Les dirigeants des pays impérialistes gardent eux aussi le silence, complices de fait des persécutions. Le sous-sol birman est riche en pétrole et en gaz. De grandes sociétés comme Total en exploitent les ressources et aspirent à augmenter encore leur pillage. Pas question donc de nuire aux bonnes relations avec le régime en place en critiquant les persécutions auxquelles il se livre.

Article extrait du journal français «Lutte Ouvrière»

Butin au sous-sol

Les sous-sols d'Afghanistan abritent de nombreuses richesses, notamment du fer, du cuivre, du cobalt, de l'or et surtout du lithium, une matière très convoitée pour les batteries de téléphone, d'ordinateur portable et autres voitures électriques.

Il n'est donc pas étonnant que les États-Unis ont une nouvelle fois décidé d'augmenter leurs troupes dans le pays. Les richesses du sous-sol afghan payeront les dépenses de guerre, a promis le président Trump. Jusqu'à présent, les investissements déjà décidés sous Obama n'ont abouti à rien, le pays étant trop déstabilisé par la guerre.

Finira-t-elle un jour ? Peut-être. Mais sous l'impérialisme, pour la population afghane, la paix rimera avec exploitation et pillage.

Congo : toujours victime du pillage impérialiste

Il y a 20 ans, mourrait Mobutu. Avec la complicité de l'Etat belge, il exerça sa dictature sur le Congo durant 32 ans pour son plus grand profit et celui des capitalistes belges.

Aujourd'hui, le nom du dictateur a changé et des entreprises chinoises prennent aussi leur part du gâteau, mais c'est toujours la population qui paye le pillage impérialiste des

richesses de la région : Des mineurs qui travaillent pied nus, des paysans affamés, des régions entières victimes des guerres entre chefs locaux... voilà le sort des travailleurs dans cette région la plus riche de la planète en ressources comme l'uranium, le diamant, le cuivre, le coltan...

Du dictateur soutenu par l'ancien colonisateur aux mines de coltan d'aujourd'hui...

